



## Les dirigeants de l'UE ne peuvent apaiser les craintes d'une défaillance de l'Etat grec

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2010

[WSWS](#) 22 février 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

L'engagement pris hier par l'Union européenne de venir en aide, si nécessaire, à une économie grecque durement touchée était une vaine tentative de calmer une spéculation endiablée sur les obligations grecques et d'apaiser les craintes de contagion financière à l'ensemble de la zone euro. Pour la classe ouvrière grecque, comme pour les travailleurs de toute l'Europe, il est l'équivalent d'un braquage.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, ne fut pas en mesure de donner la moindre indication sur le genre de coussin financier qui serait constitué, et aucun détail n'émergera d'ici une réunion des ministres des Finances lundi. Mais il insista pour dire que la condition préalable à toute aide était une action « rigoureuse » du gouvernement social-démocrate du premier ministre George Papandreou.

Ceci n'implique pas simplement une approbation des mesures d'austérité déjà définies et qui visent à ramener d'ici 2012 le déficit budgétaire de la Grèce, qui est actuellement de 12,7 pour cent du PIB, sous le plafond des 3 pour cent fixé par l'Union européenne. Un gel des salaires dans le secteur public, la suppression des primes, un allongement de deux ans de l'âge de départ à la retraite et une augmentation des taxes sur les carburants, le tabac, l'alcool et l'immobilier sont considérés tout à fait insuffisants par l'élite dirigeante européenne. Des mesures similaires à celles déjà imposées en Irlande et impliquant une réduction de salaire de 20 pour cent dans le secteur public, des augmentations d'impôts et des coupes dans les prestations sociales seront sans doute exigées.

Devant la menace d'une défaillance de l'Etat, le gouvernement grec acceptera tout ce que l'UE lui demandera. Van Rompuy a promis que les 16 pays de la zone euro « prendront des mesures coordonnées et résolues si nécessaire afin de préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble » en soulignant que la Grèce, en fait, n'avait pas fait de demande d'aide financière. La veille, Papandreou avait participé à une réunion avec le président français Nicolas Sarkozy. « Nous n'avons pas sollicité d'aide, » a-t-il dit. « Nous avons dit que nous voulions simplement que soit soutenue notre propre volonté, la crédibilité de notre pays dans la mise en application de ce programme [d'austérité]. »

L'annonce de l'UE avait initialement été bien accueillie par les investisseurs internationaux mais cet accueil se dissipa au cours de la journée boursière. Les bourses européennes étaient mitigées tandis que l'euro réussissait à afficher un faible gain face au dollar américain. Les cours grecs avaient d'abord été en hausse mais chutèrent ensuite, faute d'information de la part de l'UE. En Espagne et en Italie, les bourses ont aussi clôturé en baisse.

David Buik, un analyste du cabinet de prévisions BGC, a dit à la BBC : « Ils parlent tous de solidarité totale mais il n'y a pas eu de projets clairs pour une réduction des dépenses publiques de quelque pays membre que ce soit. Ces questions sont restées sans réponse. »

Même si des détails étaient annoncés lundi, il est peu probable que les mesures communautaires aient un impact à long terme sur la stabilité de la Grèce ou de l'Europe en général dans des conditions où, dans la seule journée de lundi, plus de 8 milliards de dollars avaient été investis pour parier contre l'euro.

En cas de défaillance incontrôlée de la Grèce, les sommes impliquées dans un renflouement seront énormes. L'endettement du pays avoisine les 300 milliards d'euros (419 milliards de dollars). Le service de la dette coûte à la Grèce 11,6 pour cent de son produit intérieur brut et ce chiffre est en constante augmentation.

La Grèce doit verser entre 6 et 7 pour cent d'intérêts sur ses titres publics contre 3 pour cent pour l'Allemagne. Le gouvernement estime qu'il lui faudra emprunter 54 milliards d'euros cette année rien que pour couvrir le déficit budgétaire pour lequel 20 à 31 milliards d'euros devront être trouvés dans les toutes prochaines semaines. La note de crédit de la Grèce a déjà été dégradée à une notation inférieure à A.

La Grèce n'est pas le seul pays à être confronté à une crise imminente. Des inquiétudes identiques de défaillance d'un Etat souverain ont été exprimées quant à d'autres nations du Sud de l'Europe regroupées dans le « Club Med » et appelées collectivement en termes peu flatteurs les « PIGS » (cochons en anglais), le Portugal, l'Italie, la Grèce et l'Espagne, et qui sont tous confrontés au fait que les investisseurs sont en train de lâcher leurs obligations d'Etat.

La Grèce est confrontée à la pire situation avec un endettement qui atteint 110 pour cent du PIB. Mais l'Espagne enregistre elle un déficit de sa balance des paiements de 46 milliards de livres sterling et emprunte 11,8 pour cent de son PIB. L'Italie a certes enregistré un déficit public relativement bas avec 5 pour cent mais son endettement devrait atteindre 120 pour cent du PIB cette année et 128,5 pour cent en 2011.

La faible taille des économies grecque et portugaise a contribué à en faire la cible préférée des spéculateurs. Mais les inquiétudes concernent le niveau général d'endettement qui est tout aussi élevé dans les autres grandes économies européennes. Et c'est l'euro même qui est attaqué, ayant déjà perdu environ 9 pour cent face au dollar depuis décembre. Les spéculations vont bon train quant au fait que certains pays seraient contraints de sortir de la zone euro et même sur l'effondrement de la monnaie elle-même.

« Les défis de la zone euro sont très sérieux » a déclaré Simon Tilford, économiste en chef du Centre for European Reforms de Londres. « Pour les pays qui ont subi une perte de compétitivité dans la zone euro et qui ont de faibles finances publiques, l'environnement actuel est très dangereux. »

De plus, la crise ne se limite pas uniquement aux seize pays de la zone euro. L'endettement du Royaume-Uni est aussi élevé sinon plus élevé que celui de la Grèce, c'est pourquoi le *Guardian* pose délibérément la question : « Où pourrait se produire la prochaine explosion monétaire ? Pourrait-elle avoir lieu en Grande-Bretagne où l'ampleur du déficit budgétaire pourrait entraîner une possible dégradation de la notation et avoir pour résultat une spéculation monétaire massive contre la livre sterling ? »

Soulignant le caractère mondial de la présente crise, *l'Observer* a commenté que « l'insécurité concernant les craintes que suscitent les dettes souveraines s'est étendue la semaine dernière à bien d'autres marchés en multipliant des craintes renouvelées quant à une reprise de l'économie mondiale.

« Si toutes les principales économies peinent à rembourser les énormes déficits qu'elles ont accumulés pendant la récession, elles pourraient être étranglées des années durant par les hausses d'impôts et la réduction des dépenses publiques. Soudain, la robuste reprise mondiale que les marchés boursiers avaient déjà escomptée a l'air un peu trop optimiste. »

Le 6 février, le *Washington Post* émettait un avertissement identique, « La panique des investisseurs menace à la fois de tirer les coûts de l'emprunt vers le haut pour une multitude de nations dans le monde et de déstabiliser les marchés monétaires mondiaux. »

L'historien de l'économie, Niall Ferguson, écrit dans une rubrique du *Financial Times* intitulée « Une crise grecque va-t-elle se produire en Amérique ? » : « Pour la plus importante économie du monde, les Etats-Unis, l'instant de vérité semble encore relever d'un avenir lointain et rassurant. Plus les choses s'enveniment dans la zone euro et plus les investisseurs nerveux rangent leur argent dans l'"abri sûr" de la dette gouvernementale américaine et plus le dollar américain grimpe. Cet effet pourrait bien persister encore pendant plusieurs mois comme ce fut le cas pour le dollar et les bons du trésor au plus fort de la crise bancaire fin 2008.

« Et pourtant, un coup d'œil rapide sur la situation budgétaire du gouvernement fédéral [américain] (sans mentionner les Etats fédéraux) ôte tout son sens à l'expression 'abri sûr'. Les bons du Trésor américains sont un abri tout aussi sûr que Pearl Harbor l'était en 1941. »

Le capitalisme européen et mondial est confronté à un risque réel et imminent d'effondrement économique qui serait la continuation de la crise de 2008, mais en pire, étant donné son ampleur. Le renflouement des banques à coup de centaines de milliards de dollars et l'injection de milliards de dollars dans l'économie mondiale au moyen de l'« assouplissement monétaire quantitatif » n'a pas éliminé le risque de récession mondiale. Il n'a fait que reporter les pertes encourues par les banques dans le monde sur le dos des gouvernements nationaux.

L'élite dirigeante n'a qu'un moyen d'empêcher la catastrophe, c'est d'essayer de façon soutenue de faire payer la crise du système capitaliste à la classe ouvrière. Les mesures d'austérité qui sont imposées dans chaque pays deviendront de plus en plus brutales. La Commission européenne est en train d'élaborer un « projet directeur » pour la croissance et l'emploi, appelé « Europe « 2020 » et qui devrait être prêt le mois prochain. Celui-ci sera inévitablement, de la part de l'UE et des gouvernements qui la composent, une déclaration de guerre économique et sociale à la population laborieuse.

Article original, WSWWS, paru le 12 février 2010.

La source originale de cet article est [WSWS](#)  
Copyright © [Chris Marsden](#), [WSWS](#), 2010

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)